

Saint-Pierre, le 10 juillet 2013

Annick GIRARDIN
député
conseiller territorial
de la Collectivité Territoriale
de Saint-Pierre-et-Miquelon

M. Patrice LATRON
Préfet de l'Archipel

SAINT-PIERRE

PERMANENCE SAINT-PIERRE

BP 4477 - 97500

SAINT-PIERRE ET MIQUELON

TÉLÉPHONE

05 08 41 99 98

TÉLÉCOPIE

05 08 41 99 97

ADRESSE ELECTRONIQUE

ecrire@annickgirardin.fr

ASSEMBLEE NATIONALE

126, rue de l'Université

75355 PARIS cedex 07 SP

TELEPHONE

01 40 63 15 39

TELECOPIE

01 40 63 15 40

ADRESSE ELECTRONIQUE

agirardin@assemblee-nationale.fr

BLOG

www.annickgirardin.fr

DESTINATAIRES

- Mme le Sénateur-Maire
- M. le Président du Conseil territorial
- M. le Maire de Miquelon-Langlade
- M. le Président de la CACIMA

Monsieur le Préfet,

Depuis mon retour la semaine dernière, j'ai été interpellée à de nombreuses reprises par des citoyens et des entreprises qui m'ont manifesté leur véritable inquiétude concernant l'amoncellement des déchets et la prolifération des odeurs, écoulements, insectes et autres nuisibles à la déchèterie de Saint-Pierre. A la suite de l'entretien que j'ai eu avec vous ce lundi 8 juillet, au cours duquel j'ai souhaité aborder ce problème, je me suis rendue sur place pour constater de visu l'ampleur de la situation.

Comme vous pouvez le voir sur les photos ci-jointes, il est plus qu'urgent de prendre des décisions et de passer à l'action, car il est, pour des raisons sanitaires évidentes, inconcevable de rester dans ce statu quo, et de laisser encore s'entasser les déchets durant tout l'été. Si ces photos peuvent vous convaincre de l'urgence, je peux vous garantir que l'odeur insupportable et la prolifération des mouches sont tout autant convaincantes.

Je sais évidemment que le brûlage des déchets à l'air libre n'est pas autorisé, mais je pense que de deux maux, il faut choisir le moindre. En l'attente d'une solution plus adaptée à la législation, nous ne pouvons pas faire l'économie d'une reprise d'un brûlage contrôlé.

C'est en tout cas ce que pense la grande majorité de nos concitoyens qui s'est exprimée lors du sondage à ce propos publié sur cheznou.net, dont je vous rappelle ci-après les résultats :

A la question : l'arrêt du brûlage des déchets entraîne des risques infectieux, de pollution par les lixiviats, de prolifération de parasites (rats, goélands, insectes), de mauvaises odeurs, de sécurité aérienne. Le brûlage des déchets doit-il reprendre provisoirement ?


- Oui, mais de façon ponctuelle et encadrée pour contrôler les risques sanitaires : **50,24%**
- Oui, le temps de mettre en place une filière réglementaire : **30%**
- Non, jamais : 17%
- Sans opinion : 2,52%

Même si ce sondage n'a aucune valeur officielle, il donne en tout cas une bonne vision de la tendance de l'opinion publique à ce sujet. Sur 1230 participants, plus de 80% de nos concitoyens sont favorables à une reprise ponctuelle ou temporaire du brûlage. C'est tout bonnement le bon sens populaire qui parle !

Aussi, en l'attente que le CYGED se mette enfin en marche et prenne les responsabilités qui lui incombent, il est plus que temps aujourd'hui que les responsables de ce dossier (collectivités, Etat, CACIMA) cessent de se renvoyer à la figure les responsabilités et la législation, et prennent des mesures d'urgence qui, si elles sont règlementairement discutables, auront au moins l'avantage de désamorcer cette véritable bombe à retardement et de tenter de contrôler l'inévitable catastrophe sanitaire et environnementale qui s'annonce.

La situation s'aggrave de jour en jour, il est urgent de passer à l'action. Pour ma part, je serai aux côtés de ceux qui souhaiteront agir.

Je vous prie de croire, M. le Préfet, en l'expression de ma meilleure considération.

Bien à vous,

Annick GIRARDIN

DECHETERIE SAINT-PIERRE

08/07/2013

Les mouches

Les écoulements